

L'OPPOSITION RÉAGIT À LA SORTIE PUBLIQUE DE CHAKIB KHELIL

«Un défi à la justice»

La sortie, avant-hier, du revenant au pays, il y a une quinzaine de jours au bout d'un exil de trois ans aux États-Unis, en Iran et en Suisse, l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, mais surtout sa disponibilité à servir encore le pays, a fait réagir la classe politique et les personnalités nationales. Et comme sur bon nombre d'autres questions, ce dossier distingue nettement les partis du pouvoir et ceux de l'opposition.

**ABDEREZZAK MOKRI,
PRÉSIDENT DU MSP :**

«C'est une insulte pour l'intelligence du peuple algérien»

«C'est une insulte pour l'intelligence du peuple algérien. C'est la logique du plus fort à laquelle on assiste de la part d'un pouvoir qui incrimine et blanchit la même personne. C'est tout simplement intolérable ce qui vient de se passer».

**NOUREDDINE BAHBOUH,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'UFDS :**

«Tout a été minutieusement préparé»



«Je pense que tout était prémédité à tel point que des sources l'ont laissé entendre. La justice qui devait trancher sur le dossier de la culpabilité ou de l'innocence de l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, a été, de ce fait, totalement discréditée. Ceci même si je dois préciser que je ne connais absolument rien dudit dossier. J'estime, donc, que cette sortie obéit à un impératif politique loin d'être surprenant. Je pense que tout a été minutieusement préparé et rien, absolument rien n'a été laissé au hasard, que ce soit l'usage qui est fait de la zaouia et la wilaya, une tradition depuis plus de quinze ans. Car nous ne devons pas oublier le fameux mouvement de redressement du

Aux premiers pour qui Chakib Khelil a été accusé par la seule presse internationale avant que les médias nationaux ne prennent le relais, les seconds s'en remettent au seul appareil judiciaire qui, selon eux, «n'a pas rempli ses missions en ce sens qu'il s'est «plié» aux injonctions du pouvoir. Plus que cela, ils y voient tout simplement un «défi à la justice» et une provocation de plus des Algériens dont

avertissaient il n'y a pas longtemps bien d'acteurs politiques et autres personnalités.

Quant au choix du lieu loin, d'être fortuit pour les besoins de cette sortie publique de Khelil, ces mêmes acteurs de l'opposition y décèlent une «instrumentalisation politique» d'un espace «de piété et de recueillement» qui se transforme, ainsi, en un outil de «légitimation politique».

M. Kebci

FLN qui a été lancé à partir de Djelfa en sus d'autres démarches politiques à l'origine de dérives graves. Alors, doit-on continuer à agir de la sorte ? L'Algérie a-t-elle vraiment besoin de tels comportements ?».

Propos recueillis par M. K.

**SOFIANE DJILALI
(JIL JADID) :**

«La décision de placer M. Khelil dans un poste de responsabilité est déjà prise»

«Chakib (Khelil) à Djelfa est un «poison» d'avril. Personnellement, je suis choqué et je pense que c'est une provocation grave pour les Algériens. Encore une fois, le pouvoir de M. Bouteflika démontre qu'il n'en a cure, ni de justice, ni de Constitution encore moins d'un Etat de droit. Ce qui lui importe, ce sont ses amis qu'il a placés au-dessus de l'Algérie».

Selon le président de Jil Jadid, la décision de placer M. Khelil dans un poste de responsabilité est «déjà prise». Ce qu'il qualifie d'«humiliation insupportable» et d'«acte gravissime». Sur le type de postes que M. Khelil pourrait avoir au sein du gouvernement, Sofiane Djilali pense que «tout est ouvert», ajoutant que du fait que «le régime n'a aucun scrupule, M. Bouteflika peut nous l'imposer (Chakib Khelil) comme président de la République s'il le faut». «C'est un pouvoir qui ne pense qu'à lui-même, qu'à se protéger et à empêcher la justice d'ouvrir les dossiers. Ils sont en train d'utiliser l'Algérie comme leur bien propre. Car, pour eux les Algériens n'existent pas. On a corrompu toute l'Algérie, et on est en



train de se délecter dans la corruption», souligne M. Djilali.

Il s'est dit «humilié» et «écœuré» en voyant les images de l'accueil de Chakib Khelil par la zaouia de Djelfa. L'occasion pour lui de dire que «si les religieux algériens veulent être des hommes de pouvoir, ils ont vendu leur âme au diable». Avant de faire part de sa honte «pour ceux qui se disent spirituels et qui agissent de cette façon. Cela me rappelle les bachaghas, ces pseudo-religieux qui travaillaient pour la puissance coloniale», dit Sofiane Djilali.

ABDELAZIZ REHABI :

«Le retour de Chakib Khelil est un défi à la justice»

Pour l'ancien ministre de la Communication, le retour de Chakib Khelil en Algérie de son exil américain est «avant tout un défi» à la justice. «A partir du moment où Chakib Khelil est toujours comptable devant la justice, son retour est un défi à celle-ci. Pour cause, la seule autorité qui doit réagir après le retour de Khelil, c'est bien la justice», affirme Abdelaziz Rehabi et souligne qu'à partir du moment où la justice n'a pas réagi, elle accepte d'être «instrumentalisée» politiquement. «Au lieu de se battre pour ne pas être instrumentalisée, au lieu de se déconnecter de la décision politique, elle (la justice) est devenue un outil aux mains du pouvoir politique», déclare Rehabi. Il qualifie d'«insulte» au peuple algérien que de transformer, selon lui, un justiciable en un «sauveteur de la nation» par le simple fait du prince. Aussi, selon l'ancien ministre de la Communication, le retour de Khelil est l'«expression supplémentaire de la qualité autoritariste et dictatoriale du pouvoir personnel en Algérie». S'agissant de l'accueil par la zaouia de Djelfa, Rehabi estime que

**HOCINE KHELDOUNE**

(FLN) :

«Chakib Khelil est un citoyen algérien tout simplement»

«L'affaire (retour de Chakib Khelil) est sur-médiatisée», estime le responsable de la communication du FLN, Hocine Kheldoune qui rappelle que Khelil a été cadre supérieur de l'Etat algérien, et qu'il est dans ses droits et bénéficie toujours de la présomption d'innocence qui est un droit universel». Ce dernier réitère le point de vue du FLN à propos de la réhabilitation de tous les cadres objet de poursuite judiciaire durant les années 1990. «Pour ceux qui ont été relaxés, nous demandons leur réhabilitation, il faut signaler que Chakib Khelil n'a jamais été incarcéré ni n'a été poursuivi par la justice algérienne». Selon Kheldoune, la justice doit par conséquent éclairer l'opinion publique sur le cas de Khelil. «Ce n'est pas à la presse de dispenser des chefs d'accusation sur la base d'informations ou de fuites publiées dans la presse étrangère. Ces pratiques doivent disparaître». Aussi, selon Kheldoune, Chakib Khelil n'est pas venu pour réclamer un poste.

Propos recueillis par Younès Djama

**À PARTIR D'ADRAR**

Bedoui fait l'éloge des zaouias

Les zaouias ont constitué un «solide rempart» de prémunition de l'Unité de la société algérienne, de sa protection contre les courants extrémistes et violents et de préservation de son référent national et religieux basé sur le juste milieu et la modération, a indiqué, hier à Adrar, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui.

S'exprimant en ouverture des travaux d'un séminaire international sur «L'école de soufisme algérienne et ses ramifications africaines», le ministre a indiqué que ces valeurs reflètent la philosophie et la méthodologie prônées par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, sous le haut patronage duquel a été placée cette rencontre, au regard de ce qu'elle traduit comme appartenances du peuple algérien.

Ces zaouias et pôles d'enseignement coranique ont un «rôle

important» à jouer dans la préservation du référent de la Nation et de la sécurité et stabilité du pays, en tant que «soupape de sécurité et grand garant d'Unité et de cohésion», dans une conjoncture régionale «instable ouverte à toutes les hypothèses», a-t-il souligné.

Cette conjoncture et ces situations confirment, aujourd'hui plus que jamais, le «rôle efficient» qu'ont assumé les zaouias, et qu'elles continuent d'assumer, dans la «lutte contre l'extrémisme transfrontalier, étranger à nos

sociétés qui ont été de tout temps pacifiques et porteuses de valeurs d'amitié, de fraternité et de tolérance», a ajouté M. Bedoui en saluant la tenue de ce type de rencontres à même de constituer «une passerelle entre les générations et de mettre en exergue les nobles valeurs des aînés pour s'en inspirer».

L'Algérie a réussi, grâce à ces valeurs et à l'unité de ses fils et leur attachement à leur religion, à mettre en échec toutes les tentatives d'atteinte à sa sécurité et à sa stabilité, a souligné le ministre en saluant le rôle de la région d'Adrar, considérée comme une «école de soufisme», dont la Zaouia El-Kountia, ainsi que des autres zaouias du pays.

En marge de ce séminaire inter-

national sur «L'école de soufisme algérienne et ses ramifications africaines», qu'abrite samedi et dimanche l'Université africaine Ahmed Draya, en présence d'une pléiade de Chouyoukh, érudits et chercheurs d'Algérie et de plusieurs pays africains, le ministre de l'Intérieur a visité une exposition de rares et précieux manuscrits.

Il a, en outre, rencontré, au siège de la wilaya, les membres de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) avec lesquels il a abordé des questions liées au développement local.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a saisi l'opportunité pour annoncer des mesures liées à l'amélioration du transport scolaire et à l'aménagement de lotissements sociaux,



Noureddine Bedoui.

avant d'appeler les élus à encourager l'investissement public susceptible de générer des ressources supplémentaires aux collectivités locales.

APS